PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Plessisville, tenue le lundi 10 mars 2025, à 20 h, à l'hôtel de ville de Plessisville, au 1700, rue Saint-Calixte, Plessisville.

Sont présents : Monsieur Jean-François Labbé, maire suppléant
Membres du conseil provisoire :
Sylvain Beaudoin Marc Gendron
Joanie Bédard Christine Gingras
Rémi Brassard Annick Héon
Valérie Desrochers Marc Morin
Bélanda Drolet Martin Nadeau
Jonathan Dubois

Sont également
présentes : Madame Justine Fecteau, directrice générale
Maître Geneviève Ferland Lamontagne, greffière

Formant quorum avec et sous la présidence du maire, monsieur Pierre Fortier.

**RÉSOLUTION
N° 047-03-25**

OUVERTURE DE LA SÉANCE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Proposé par monsieur Jonathan Dubois

Et résolu

D'OUVRIR la séance et d'adopter l'ordre du jour tel que soumis.

Adoptée à l'unanimité

LISTE DES ACTIVITÉS DU MOIS

Madame Bélanda Drolet fait lecture de la liste des activités du mois.

**RÉSOLUTION
N° 048-03-25**

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

ATTENDU QUE les membres du conseil ont reçu le procès-verbal de la séance ordinaire du 3 février 2025 au moins vingt-quatre heures avant cette séance, la greffière est dispensée d'en faire la lecture (Art. 333, LCV).

Proposé par monsieur Marc Morin

Et résolu

D'APPROUVER le procès-verbal de la séance ordinaire du 3 février 2025, tel que rédigé.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 049-03-25**

RATIFICATION DES COMPTES

Proposé par madame Valérie Desrochers

Et résolu

DE RATIFIER la liste des comptes ayant fait l'objet d'un paiement, pour la période du 30 janvier au 26 février 2025 et totalisant 1 554 618,88 \$.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 050-03-25**

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Proposé par monsieur Sylvain Beaudoin

Et résolu

D'ADOPTER le rapport de la directrice générale daté du 5 mars 2025 et de ratifier les décisions prises, incluant les contrôles budgétaires, s'il y a lieu.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 051-03-25**

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Proposé par madame Annick Héon

Et résolu

DE FAIRE DÉPÔT du procès-verbal de correction du *Règlement 002-25 sur les taxes et compensations pour l'année 2025* conformément à l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* et du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 18 décembre 2024.

Adoptée à l'unanimité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RÉSOLUTION
N° 052-03-25

SEMAINE DU DON D'ORGANES ET DE TISSUS

Proposé par madame Joanie Bédard

Et résolu

D'APPUYER la Semaine nationale du don d'organes et de tissus, chaque année en avril, en déployant le drapeau à l'effigie du don d'organes au cours de cette semaine.

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION
N° 053-03-25

DÉLÉGATION DE LA COMPÉTENCE CONCERNANT UNE ENTENTE DE PARTENARIAT AVEC AGRIRÉCUP POUR LA COLLECTE DE PLASTIQUE AGRICOLE À LA MRC DE L'ÉRABLE

ATTENDU QUE le 15 juin 2022, le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs a assujéti les produits agricoles au *Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises* (RRVPE);

ATTENDU QU'un programme de récupération et de valorisation a été mis en œuvre le 30 juin 2023, tel qu'exigé à l'article 53.1.10 du RRVPE;

ATTENDU QU'en vertu du RRVPE, l'organisme de gestion reconnu (OGR) par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs est AgriRÉCUP;

ATTENDU QUE la MRC est tenue de signer une entente de partenariat avec l'OGR pour que les municipalités puissent continuer de collecter les plastiques agricoles chez les agriculteurs de leur territoire;

ATTENDU QUE les agriculteurs souhaitent avoir un service de collecte directement sur leur site;

ATTENDU QUE la Ville de Plessisville possède actuellement la compétence en matière de gestion des matières résiduelles (excluant la collecte sélective);

ATTENDU QUE le conseil de la MRC considère opportun de continuer d'offrir la collecte chez l'agriculteur par l'entremise d'une délégation de compétence à la MRC de L'Érable par les municipalités d'Inverness, Laurierville, Lyster, Plessisville, Princeville, Saint-Ferdinand, Saint-Pierre-Baptiste, Sainte-Sophie-d'Halifax et Villeroy (municipalités participantes) pour la signature d'une entente de partenariat avec AgriRÉCUP;

ATTENDU QUE la MRC de L'Érable a fait parvenir une entente ayant pour objet la délégation à la MRC de L'Érable de la compétence des municipalités participantes pour la signature d'une entente de partenariat avec AgriRÉCUP;

Proposé par monsieur Rémi Brassard

Et résolu

D'AUTORISER la directrice générale à signer pour et au nom de la Ville de Plessisville l'Entente intermunicipale pour le partenariat avec AgriRÉCUP pour les plastiques agricoles 2025-2028 à intervenir avec la MRC de L'Érable.

DE TRANSMETTRE un exemplaire de la présente résolution à la MRC de L'Érable et aux 10 municipalités locales de ladite MRC.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 054-03-25**

DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES DES MEMBRES DU CONSEIL

Proposé par monsieur Marc Morin

Et résolu

DE DÉLÉGUER les membres du conseil, accompagnés de leur conjoint ou conjointe, aux différentes activités des organismes locaux, tel que soupers, soirées ou autres activités bénéfiques, dans le cadre de leur fonction d'élu municipal, pour représenter la Ville de Plessisville.

Il est de plus résolu d'autoriser le trésorier à procéder au remboursement des frais d'inscription et de déplacement reliés à ces délégations.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 055-03-25**

ADOPTION DU RAPPORT D'ÉTAPE - MAMH

ATTENDU la convention d'aide financière intervenue entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), visant l'octroi d'une aide financière de 2 500 000 \$ pour les exercices financiers 2023-2024 à 2026-2027 pour l'intégration de nombreux services municipaux à la suite du regroupement de la Ville de Plessisville et de la Municipalité de la paroisse de Plessisville;

ATTENDU QUE la reddition de comptes pour les dépenses engendrées est conforme aux exigences de la convention d'aide;

ATTENDU QU'un rapport d'étape doit être adopté pour recevoir le premier versement prévu;

Proposé par madame Valérie Desrochers

Et résolu

D'ADOPTER le document intitulé « *Aide financière particulière - Ville de Plessisville Rapport d'étape* » du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation afin d'obtenir le versement pour les dépenses admissibles.

Il est de plus résolu d'autoriser madame Justine Fecteau, directrice générale, à signer pour et au nom de la Ville de Plessisville, le rapport d'étape ainsi que tout autre document jugé utile et nécessaire pour donner plein effet à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 056-03-25**

DEMANDE DE RÉVISION DU PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE

ATTENDU QU'en 1993 le Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) a été mis en place par le ministère des Transports du Québec pour soutenir les municipalités dans la gestion de leurs infrastructures routières locales;

ATTENDU QUE le gouvernement a transféré la responsabilité de la voirie locale aux municipalités et a instauré trois programmes d'aide financière pour les appuyer dans cette transition;

ATTENDU QU'au fil des ans le PAVL a évolué pour mieux répondre aux besoins des municipalités;

ATTENDU QUE le programme de Réhabilitation du réseau routier local (RRRL) a été créé, incluant des volets tels que le Redressement des infrastructures routières locales (RIRL) et l'Accélération des investissements sur le réseau routier local (AIRRL);

ATTENDU QUE les modalités d'application du PAVL sont régulièrement mises à jour pour refléter les priorités actuelles et les besoins des municipalités;

ATTENDU QU'au cours des cinq (5) dernières années, les municipalités ont eu à s'adapter à deux (2) mises à jour des modalités d'application soit, PAVL édition 2021-2024 et PAVL édition 2024-2026 (juillet 2024) dont les modalités d'application ont été mises à la disposition des municipalités au mois d'août 2024, c'est-à-dire, un mois avant le dépôt des projets;

ATTENDU QUE le Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) constitue un levier essentiel pour le maintien et l'amélioration des infrastructures routières municipales;

ATTENDU QUE les modifications apportées aux modalités du PAVL 2024-2026 entraînent de nouvelles exigences administratives et techniques qui peuvent représenter un défi pour certaines municipalités;

ATTENDU QUE plusieurs municipalités, notamment les plus petites, ne disposent pas toujours des ressources humaines et financières nécessaires pour satisfaire pleinement aux nouvelles conditions d'admissibilité;

ATTENDU QUE l'accès aux subventions est désormais davantage conditionné par la démonstration de l'impact des projets sur la sécurité routière;

Proposé par madame Annick Héon

Et résolu

D'ADRESSER au ministère des Transports et de la Mobilité durable les demandes suivantes :

- D'instaurer une période transitoire pour l'application des nouveaux critères d'admissibilité;
- D'éviter que des municipalités soient pénalisées pour des ajustements réglementaires dont la mise en application nécessite un échéancier révisé;
- De fournir aux municipalités une grille d'évaluation claire et détaillée dans le but de mieux comprendre l'attribution des subventions;
- De réviser son Programme d'aide à la voirie locale et ses modalités d'application afin qu'il soit adapté à l'ensemble des municipalités puisque ces dernières n'ont pas toujours les ressources financières et humaines nécessaires afin de respecter les modifications de dernière minute qui y sont apportées.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 057-03-25**

MODIFICATION DU CALENDRIER DES SÉANCE DU CONSEIL 2025

ATTENDU le calendrier des séances ordinaires du conseil municipal pour l'année 2025 adopté le 18 novembre 2024;

ATTENDU QUE l'article 319 de la *Loi sur les cités et villes* prévoit que le conseil tient une séance ordinaire par mois;

ATTENDU QU'en raison des élections municipales la dernière séance ordinaire du conseil doit avoir lieu avant le 3 octobre 16 h 30;

Proposé par monsieur Martin Nadeau

Et résolu

DE TENIR une séance ordinaire du conseil municipal le 2 octobre 2025 à 20 h.

Adoptée à l'unanimité

DÉVELOPPEMENT DURABLE

RÉSOLUTION
N° 058-03-25

PROPOSITION DE SERVICE DE LA MRC CONCERNANT LA GESTION DES CASTORS SUR LE TERRITOIRE

Proposé par madame Annick Héon

Et résolu

D'ACCEPTER la proposition de service de la MRC de L'Érable pour la prise en charge complète des obstructions créées par les castors sur le territoire de la Ville de Plessisville, au coût par dossier d'environ 2 462,46 \$, excluant les taxes applicables et établi comme suit :

	Par dossier	Moyenne annuelle (4 dossiers)
Frais de dossier MRC	866,39 \$	3 465,56 \$
Trappage (6 castors)	1 061,44 \$	4 245,76 \$
Démantèlement	534,63 \$	2 138,52 \$
Total	2 462,46 \$	9 849,84 \$

Adoptée à l'unanimité

RÉSOLUTION
N° 059-03-25

AVIS DE DÉTÉRIORATION - 2233 AVENUE DES ÉRABLES

ATTENDU QUE le bâtiment situé sur le lot 3 773 417 cadastre du Québec, circonscription foncière d'Arthabaska, correspondant au 2233, avenue des Érables est laissé à l'abandon depuis plusieurs années et présente un manque d'entretien important;

ATTENDU QUE l'état de délabrement du bâtiment présente un risque pour la santé ou la sécurité des personnes;

ATTENDU QUE cette situation contrevient au *Règlement 034-24 Relatif à l'occupation, l'entretien et la salubrité des bâtiments*;

ATTENDU QU'un avis de non-conformité a été signifié au propriétaire le 11 octobre 2024 et que ce dernier ne s'est pas conformé à cet avis;

ATTENDU QUE la Ville souhaite se prévaloir des articles 145.41 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* en procédant à l'inscription d'un avis de détérioration au Registre foncier du Québec;

ATTENDU QUE la Ville désire être représentée par un procureur externe pour mener à bien ce dossier;

Proposé par monsieur Marc Morin

Et résolu

DE MANDATER M^e Simon Frenette, avocat, de la firme DHC avocat inc. afin de représenter la Ville et de l'autoriser à procéder à l'inscription au registre foncier d'un avis de détérioration sur le lot 3 773 417 cadastre du Québec, circonscription foncière d'Arthabaska, correspondant au 2233, avenue des Érables et à signer et notifier tout autre document requis pour donner plein effet à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 060-03-25**

VENTE DE TOTE DE 1000 LITRES VIDE

Proposé par monsieur Rémi Brassard

Et résolu

D'AUTORISER le chef de service de l'hygiène du milieu à procéder à la vente de gré à gré des surplus non utilisés de réservoir en cage (tote) de 1000 litres vide pour 50 \$ chacun, excluant les taxes.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 061-03-25**

OCTROI CONTRAT - ÉTUDE PRÉLIMINAIRE POUR LE FUTUR DÉPÔT À NEIGE

Proposé par monsieur Sylvain Beaudoin

Et résolu

DE RETENIR la soumission de Les Services EXP inc. pour une étude préliminaire pour le futur dépôt à neige, pour 34 940 \$, excluant les taxes applicables, le tout conformément à la soumission reçue.

Il est de plus résolu d'autoriser monsieur Robert Provencher, directeur des travaux publics par intérim, à signer, au nom de la Ville de Plessisville, le contrat à intervenir entre les parties, s'il y a lieu.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 062-03-25**

PIIA CENTRE-VILLE - 1823, RUE SAINT-CALIXTE

ATTENDU la demande de permis pour l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 1823, rue Saint-Calixte, lequel est assujéti au *Règlement 1592 Relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) du centre-ville*;

ATTENDU QUE les travaux projetés sont conformes aux objectifs et aux critères du PIIA du centre-ville;

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a procédé à l'étude du dossier, lors d'une réunion tenue le 19 février 2025, et fait une recommandation au conseil;

Proposé par madame Joanie Bédard

Et résolu

D'APPROUVER la demande de permis pour l'installation d'enseignes sur le bâtiment situé au 1823, rue Saint-Calixte, lequel est assujéti au *Règlement 1592 Relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) du centre-ville*.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 063-03-25**

PIIA CENTRE-VILLE - NOUVELLE TERRASSE 1699, RUE SAINT-CALIXTE

ATTENDU la demande de permis pour l'installation d'une terrasse face au bâtiment situé au 1699, rue Saint-Calixte, lequel est assujéti au *Règlement 1592 Relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) du centre-ville*;

ATTENDU QUE les travaux projetés sont conformes aux objectifs et aux critères du PIIA du centre-ville;

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a procédé à l'étude du dossier, lors d'une réunion tenue le 19 février 2025, et fait une recommandation au conseil;

Proposé par madame Bélinda Drolet

Et résolu

D'APPROUVER la demande de permis pour l'installation d'une terrasse face au bâtiment situé au 1699, rue Saint-Calixte, lequel est assujéti au *Règlement 1592 Relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) du centre-ville*.

Adoptée à l'unanimité

VIE CITOYENNE

**RÉSOLUTION
N° 064-03-25**

SUBVENTION PIONNIERS LA SAMARE - DÉFI RSEQ M-15 D1

Proposé par monsieur Sylvain Beaudoin

Et résolu

DE VERSER une subvention de 1 346,90 \$ au club de hockey Les Pionniers de la polyvalente la Samare, représentant les profits générés au bar de la passerelle lors du défi RSEQ M-15 D1 qui a eu lieu du 20 au 23 février 2025 à l'amphithéâtre Léo-Paul-Boutin.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 065-03-25**

SUBVENTION - TOURNOI M13 RICHELIEU DE PLESSISVILLE

Proposé par monsieur Marc Morin

Et résolu

DE VERSER une subvention de 2 780 \$ au comité organisateur du Tournoi hockey M13 Richelieu de Plessisville (pee-wee), représentant les profits générés au bar de la passerelle lors de la 46^e édition du tournoi qui a eu lieu du 30 janvier au 9 février 2025.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 066-03-25**

LOCATION DU STATIONNEMENT DE L'AMPHITHÉÂTRE - ÉCOLE DE CONDUITE

Proposé par monsieur Martin Nadeau

Et résolu

D'AUTORISER la coordonnatrice à la vie citoyenne et sportive à signer le contrat à intervenir entre la Ville de Plessisville et 9273-2161 Québec inc. (école de conduite Tecnic Plessisville) pour la location du stationnement de l'amphithéâtre Léo-Paul-Boutin, dans le cadre de la tenue de cours de conduite de motocyclettes, de spiders et de cyclomoteurs, pour la période du 1^{er} mai au 24 août 2025, pour 335 \$ par mois, excluant les taxes applicables.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 067-03-25**

CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ARLPHCQ

Proposé par monsieur Marc Gendron

Et résolu

DE VERSER une subvention de 500 \$ à l'Association régionale de loisir pour personnes handicapées du Centre-du-Québec (ARLPHCQ) pour le soutien, en 2025, de l'offre en loisir aux personnes handicapées sur le territoire de la MRC de L'Érable.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 068-03-25**

ADOPTION DE LA POLITIQUE MUNICIPALE NO 4 D'AIDE FINANCIÈRE AUX ORGANISMES RECONNUS

Proposé par madame Christine Gingras

Et résolu

D'ADOPTER la *Politique municipale n° 4 d'aide financière aux organismes reconnus de la Ville de Plessisville* laquelle demeure annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante et est paraphée par le maire et la greffière.

Il est de plus résolu d'abroger la *Politique municipale n° 17 Politique d'aide financière aux organismes reconnus de la Ville de Plessisville* de l'ancien territoire de la Ville de Plessisville à toute fin que de droit.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 069-03-25**

**DEMANDE DE SUBVENTION - PRÊT DE LA SURFACE DE DEK HOCKEY AU PARC SPORTIF
POUR LA COUPE QUÉBEC DE DEK HOCKEY 2025**

Proposé par monsieur Jonathan Dubois

Et résolu

DE CONSENTIR au prêt, à titre gratuit, du terrain du parc sportif derrière la Polyvalente La Samare pour la tenue de la Coupe Québec qui se tiendra le 16 août 2025 et sera organisée par Dek Hockey Plessisville inc., en échange du respect du plan de visibilité présenté par l'organisme dans la lettre du 4 février 2025.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 070-03-25**

ENTENTE - PARTAGE D'ÉQUIPEMENT - GYMNASTES DE L'ÉRABLE

Proposé par madame Valérie Desrochers

Et résolu

D'AUTORISER la coordonnatrice à la vie citoyenne et sportive à signer pour et au nom de la Ville de Plessisville l'entente de prêt d'équipement de gymnastique à intervenir avec les Gymnastes de L'Érable, le tout selon les conditions prévues à celle-ci.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 071-03-25**

ENTENTE - PARTAGE D'INSTRUMENTS - UNION MUSICALE DE PLESSISVILLE

Proposé par madame Joanie Bédard

Et résolu

D'AUTORISER la coordonnatrice à la vie citoyenne et sportive à signer pour et au nom de la Ville de Plessisville l'entente de prêt d'instruments de musique à intervenir avec l'Union musicale de Plessisville, le tout selon les conditions prévues à celle-ci.

Adoptée à l'unanimité

GREFFE

**RÉSOLUTION
N° 072-03-25**

DEMANDE DE RECONNAISSANCE AUX FINS D'EXEMPTION DE TAXES FONCIÈRES - 2440, RUE SAINT-CALIXTE

ATTENDU la demande de reconnaissance aux fins d'exemption de toutes taxes foncières présentée par Dessercom inc., en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c. F-2.1);

Proposé par monsieur Sylvain Beaudoin

Et résolu

D'INFORMER la Commission municipale du Québec que le conseil de la Ville de Plessisville s'en remet à la décision de cette dernière à l'effet d'exempter de toutes taxes foncières l'organisme Dessercom inc., si ce dernier remplit les conditions exigées par la Loi, à l'égard de l'activité exercée pour l'immeuble situé au 2440, rue Saint-Calixte à Plessisville.

Advenant la tenue d'une audience pour permettre une décision dans le dossier, la Ville sera présente.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 073-03-25**

LIBÉRATION DU FONDS DE GARANTIE EN RESPONSABILITÉ CIVILE PRIMAIRE DU REGROUPEMENT BÉCANCOUR - 1ER AVRIL 2016 AU 1ER AVRIL 2017

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Plessisville est titulaire d'une police d'assurance émise par l'assureur Lloyd's sous le numéro DL008800-10 et que celle-ci couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 1^{er} avril 2017;

CONSIDÉRANT QUE cette police est sujette à une franchise individuelle de même qu'à un fonds de garantie en assurances responsabilité civile primaire;

CONSIDÉRANT QU'un fonds de garantie d'une valeur de 400 001 \$ fût mis en place afin de garantir ce fonds de garantie en responsabilité civile primaire et que la Ville de Plessisville y a investi une quote-part de 13 668,00 \$ représentant 3,4170 % de la valeur totale du fonds;

CONSIDÉRANT QUE la convention relative à la gestion des fonds de garanties prévoit ce qui suit au titre de la libération des fonds :

5. LIBÉRATION DES FONDS

Les fonds de garantie sont maintenus en opération jusqu'à épuisement des sommes par remboursement du coût des règlements des sinistres qui lui sont imputables ou jusqu'à ce que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées ou que la prescription soit acquise ou ait été reconnue comme telle par un tribunal pour toutes les réclamations couvertes par les polices émises pour la période visée.

Sur attestation conjointe de l'Assureur et des villes assurées à l'effet qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par les polices émises pour la période visée, le reliquat des fonds est libéré et retourné aux municipalités assurées, à chacune selon sa quote-part, accompagné de la comptabilité détaillée du compte ainsi que la liste de tous les remboursements effectués.

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des réclamations déclarées à l'assureur Lloyd's touchant ladite police et ledit fonds de garantie en responsabilité civile primaire a été traité et fermé par l'assureur;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Plessisville confirme qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par la police d'assurance émise par l'assureur Lloyd's pour la période du 1^{er} avril 2016 au 1^{er} avril 2017 pour laquelle des coûts liés au paiement des réclamations pourraient être engagés;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Plessisville demande que le reliquat de 317 842,42 \$ dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire soit libéré conformément à l'article 5 de la convention précitée;

CONSIDÉRANT QU'il est entendu que la libération des fonds met un terme aux obligations de l'assureur, à quelque titre que ce soit, exception faite de toutes réclamations susceptibles de mettre en œuvre la garantie offerte en excédant dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Plessisville s'engage cependant à donner avis à l'assureur de tous faits et circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation de même que de toutes réclamations, quelle qu'en soit l'importance, qui pourraient être recevables aux termes de la police émise pour la période du 1^{er} avril 2016 au 1^{er} avril 2017;

CONSIDÉRANT QUE l'assureur Lloyd's pourra alors enquêter ou intervenir selon ce qu'il estimera à propos;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Plessisville s'engage à retourner, en partie ou en totalité, le montant qu'il lui sera ristourné dudit fonds de garantie si jamais une réclamation se déclare dans le futur et que celle-ci engage le fonds de garantie en responsabilité civile primaire pour la période du 1^{er} avril 2016 au 1^{er} avril 2017;

Proposé par monsieur Marc Gendron

Et résolu

D'AUTORISER l'Union des municipalités du Québec à procéder aux versements du reliquat dudit fonds de garantie aux membres du regroupement Bécancour dans les mêmes proportions que ceux-ci y ont contribué lors de sa constitution.

Adoptée à l'unanimité

**RÉSOLUTION
N° 074-03-25**

APPUI À UNE DEMANDE D'AUTORISATION POUR LE LOT 4 016 944

ATTENDU la demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole (ci-après la « Commission ») reçue de la demanderesse Fermes Belle Spring inc. (ci-après « FBS ») et ayant pour objet l'aliénation en sa faveur d'une partie du lot 4 016 944 du cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 12,35 hectares;

ATTENDU QUE le propriétaire, A. Grégoire & fils limitée (ci-après « Grégoire »), demeurerait propriétaire de la partie résiduelle du lot 4 016 944 d'une superficie de 11,65 hectares;

ATTENDU QUE FBS désire déployer un important complexe de production de fraises en serre en faisant aussi l'acquisition de deux lots contigus en direction nord, soit les lots 4 016 940 et 4 016 934 du cadastre du Québec;

ATTENDU QUE la réunion de ces deux lots avec la partie du lot 4 016 944 faisant l'objet de la demande d'autorisation formeront une nouvelle propriété agricole d'une superficie totale de 34,31 hectares;

ATTENDU la Politique bioalimentaire 2018-2025 dont la vision est d'« *alimenter notre monde avec un secteur bioalimentaire prospère, durable, ancré sur le territoire et engagé dans l'amélioration de la santé des Québécoises et des Québécois* »;

ATTENDU QUE le lot visé par la demande d'autorisation est inclus à un secteur déstructuré suivant une décision à portée collective rendue par la CPTAQ le 6 février 2017 sous le numéro 373898;

ATTENDU le très faible potentiel agricole du lot de même que ses très faibles possibilités d'utilisation à des fins d'agriculture;

ATTENDU son historique d'utilisation à une fin autre que l'agriculture suivant des autorisations rendues par la CPTAQ;

ATTENDU QUE la Ville est d'avis que cette autorisation aurait un impact favorable sur les activités agricoles et sur leur développement en permettant le déploiement d'un projet sur mesure pour le lot;

ATTENDU QUE la présente demande est sans effet par rapport aux normes relatives aux distances séparatrices puisqu'aucun immeuble protégé n'est introduit;

ATTENDU QUE le projet aurait un effet positif sur l'homogénéité de la communauté agricole et qu'il permettrait de dynamiser le secteur;

ATTENDU QUE la superficie acquise par BSF ferait l'objet d'un remembrement pour créer une nouvelle entité foncière de 34,31 hectares dédiée à la production de fraises en serre, ce qui est sans aucun doute une entité viable et autonome à long terme;

ATTENDU QUE la superficie conservée par le vendeur fait l'objet en partie d'une autorisation de la CPTAQ pour une utilisation à des fins autre que l'agriculture, soit pour un site de dépôt à neige sur une superficie de 5 hectares;

ATTENDU QUE le projet de la demanderesse entraînerait la création d'environ 58 emplois;

ATTENDU QUE le projet générerait des retombées intéressantes pour les entreprises de la région qui contribueront à la construction et à l'aménagement du bâtiment de production dont les investissements sont estimés à 75 millions de dollars;

ATTENDU les impacts favorables du projet dans son ensemble;

ATTENDU QUE la demande est conforme à la réglementation municipale;

Proposé par monsieur Rémi Brassard

Et résolu

D'APPUYER la demande d'autorisation présentée par BSF, et ce, aux fins de l'aliénation en sa faveur d'une partie du lot 4 016 944 du cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 12,35 hectares.

Adoptée à l'unanimité

AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT RELATIF À L'ENLÈVEMENT DES MATIÈRES RECYCLABLES

AVIS DE MOTION est donné par madame Annick Héon, conseillère, qu'elle présentera ou fera présenter, à une séance subséquente, un règlement relatif à l'enlèvement des matières recyclables. Elle fait également dépôt de ce projet de règlement, le tout, conformément aux exigences de l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chap. C-19).

Ce règlement vise à :

- Encadrer la gestion, la collecte, le transport et le traitement des matières recyclables sur le territoire de la Ville de Plessisville;
- Abroger les règlements *1471 modifiant le Règlement 1393 Relatif à l'enlèvement des déchets solides et des matières recyclables* et *442-96 Relatif aux déchets solides, aux déchets solides volumineux et à la récupération des anciens territoires de la Ville et de la Paroisse de Plessisville*.

AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT RELATIF À L'ENLÈVEMENT DES DÉCHETS SOLIDES

AVIS DE MOTION est donné par monsieur Marc Morin, conseiller, qu'il présentera ou fera présenter, à une séance subséquente, un règlement relatif à l'enlèvement des déchets solides. Il fait également dépôt de ce projet de règlement, le tout, conformément aux exigences de l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chap. C-19).

Ce règlement vise à encadrer la gestion, la collecte le transport et le traitement des déchets solides sur le territoire de la Ville de Plessisville.

**RÉSOLUTION
N° 075-03-25**

**ADOPTION D'UN SECOND PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT DIVERSES
DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES EN URBANISME**

Monsieur Pierre Fortier, maire, déclare :

« Je vais me retirer pour [ce point] pour apparence de conflit d'intérêts. [Donc], non seulement, je me retire, mais je vais me retirer de la salle et je vais laisser la présidence à Jean-François. Il reste deux derniers points et je reviendrai pour la période de questions. »

Il quitte la salle à 20 h 37.

Proposé par monsieur Rémi Brassard

Et résolu

D'ADOPTER le second projet de règlement modifiant diverses dispositions réglementaires en urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

ADOPTION DU RÈGLEMENT 007-25

La greffière mentionne l'objet, la portée, le coût et, le cas échéant, le mode de financement ainsi que le mode de paiement et de remboursement du projet de règlement relatif au surveillant pendant le déneigement en milieu résidentiel;

Proposé par madame Valérie Desrochers

Et résolu

D'ADOPTER le *Règlement 007-25 Relatif au surveillant pendant le déneigement en milieu résidentiel*.

Adoptée à l'unanimité

PÉRIODE DE QUESTIONS

Monsieur Pierre Fortier, maire, est de retour dans la salle pour présider la suite de la séance.

Conformément à l'article 322 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19).

Sur proposition du président, la séance est levée à 21 h 07.

GREFFIÈRE

PRÉSIDENT D'ASSEMBLÉE